

# Conclusion

---

*par le Professeur F. BOUYSSOU*

Le colloque de Toulouse, consacré à la délimitation du domaine public a fait apparaître d'une part le sens actuel de la domanialité publique, et d'autre part les difficultés relatives à l'étendue du domaine public.

## **I — LE SENS ACTUEL DE LA DOMANIALITÉ PUBLIQUE**

1) De manière classique, la domanialité publique se justifie par un souci de protection. Le domaine public est protégé contre les tiers (imprescriptibilité, régime des contraventions de voirie) ; la protection existe même à l'égard du propriétaire des dépendances domaniales (inaliénabilité). De façon moderne, la protection du domaine public est renforcée par le souci de défense du cadre de vie et de l'environnement (le domaine public naturel constituant un élément non négligeable de l'équilibre écologique). Aussi n'est-il pas concevable de s'affranchir de la distinction entre domanialité publique et domanialité privée. Le domaine public mérite les mesures de protection dont il fait l'objet et les prérogatives de puissance publique qui existent dans l'intérêt de sa conservation. Mais l'extension d'un tel régime protecteur au domaine privé ne se justifie pas, sous peine de renforcer inutilement un pouvoir administratif au détriment du droit de propriété privée.

Sans doute la protection du domaine public n'est-elle pas absolue, puisqu'un déclassement formel peut faire basculer les dépendances du domaine public artificiel dans le domaine privé. Mais la complexité même des procédures constitue en soi une certaine garantie.

2) De manière moderne, le domaine public constitue le siège d'un grand nombre d'activités économiques : par-delà son utilité pour la navigation, le domaine public maritime est utilisé à diverses productions dans le domaine de l'aquaculture. L'essentiel de l'activité de transport s'exerce sur le domaine public soit de manière directe (utilisation par l'usager), soit au moyen de concession (SNCF, société d'autoroute). Dans de vastes opérations immobilières (en villes nouvelles notamment), des investissements considérables sont réalisés sur le domaine public, par superposition d'immeubles pri-

vés, dérogeant aux règles classiques du droit civil, selon lesquelles le propriétaire du sol est en même temps — sauf preuve contraire — propriétaire du dessus et du dessous.

L'importance des investissements réalisés vient atténuer le principe selon lequel l'occupation du domaine public est précaire et révocable. A la limite, il apparaît même un hiatus entre les décisions contentieuses, témoignant d'une hypertrophie pathologique du domaine public (en vue de permettre l'expulsion de l'occupant sans indemnité) et la pratique administrative désireuse d'une exploitation optimale du domaine public, et soucieuse à ce titre d'attirer des investissements sur ce domaine.

## **II — L'ÉTENDUE DU DOMAINE PUBLIC**

L'étendue du domaine public pose le problème technique de la délimitation et de l'identification. Mais, par-delà la technique, c'est la question fondamentale de l'équilibre entre intérêt général et propriété privée qui est posé.

1) La délimitation du domaine public résulte bien souvent de questions de fait.

Le domaine public naturel (maritime et fluvial) est limité par le niveau des plus hautes eaux : il convient donc de constater des phénomènes physiques et éminemment variables, en faisant abstraction du cas particulier de perturbations météorologiques exceptionnelles. Même la délimitation du domaine public artificiel est étroitement dépendante de questions de fait : en l'absence de plan d'alignement (situation très fréquente en pratique), la délimitation consiste à constater les limites actuelles de la voie.

Compte tenu du caractère déclaratif de la délimitation domaniale, il importe peu que le niveau des eaux ou les limites de la voie résultent de travaux publics (ouvrages publics mal plantés, ou démolition d'une digue). Le riverain du domaine public peut dans certains cas obtenir une indemnité à raison des causes de translation des limites ; il ne peut, en revanche, contester la nouvelle limite.

2) Du point de vue matériel, la délimitation du domaine public n'est pas toujours aisée ; en effet, le

domaine public ne supportant pas d'impôts, il n'est pas identifié par le cadastre. De plus, les variations des limites ne résultant pas, le plus souvent, d'actes juridiques, il est difficile de les enregistrer juridiquement sur le plan cadastral ou hypothécaire. Une identification précise paraît indiquer par-delà une coordination administrative améliorée, la modification de certains textes relatifs au cadastre ou au fichier immobilier.

3) La délimitation du domaine public est unilatérale. A la différence du bornage, qui résulte de l'accord des volontés (contrat) ou à défaut d'un acte judiciaire, c'est l'administration qui délimite seule, selon une procédure déterminée (qui prévoit fréquemment le recours à l'enquête publique) les limites du domaine public. Ainsi s'exprime, en matière domaniale, la prérogative de puissance publique caractéristique du droit administratif.

La garantie des riverains est double : ils peuvent contester, devant le juge administratif, les actes administratifs unilatéraux fixant les limites du

domaine public. Cette contestation peut intervenir par voie d'action (recours en annulation déposé dans les deux mois de la publication de l'acte fixant les limites) ou par voie d'exception (c'est-à-dire à toute époque, à l'occasion d'une contravention de voirie). Il suffit d'ailleurs, pour faire annuler la délimitation, de démontrer par exemple un vice de procédure, lors de la conduite des opérations.

En contrepartie du caractère unilatéral de la délimitation, le riverain a un véritable **droit** d'obtenir cette délimitation.

L'administration ne peut donc pas se retrancher derrière les difficultés de la pratique pour refuser de fixer la limite ; un tel refus est annulé par le juge administratif. Enfin, le retard dans la délimitation peut entraîner, s'il cause un préjudice aux riverains, la responsabilité de l'administration à son égard.

Ainsi, malgré les prérogatives de puissance publique, un certain équilibre est établi entre l'administration et les administrés.

# ABONNEMENT 1982 A LA REVUE XYZ

de l'Association Française de Topographie

Pour s'abonner à cette revue, vous adressez votre demande, accompagnée du chèque de règlement, à l'adresse suivante :

**ASSOCIATION FRANÇAISE  
DE TOPOGRAPHIE  
"Abonnements"  
39<sup>ter</sup> rue Gay-Lussac  
75005 PARIS**

Abonnement 1 AN (4 numéros)

- FRANCE = 250 F
- AUTRES PAYS = 300 F

Tous les membres de l'A.F.T. sont automatiquement abonnés à la revue xyz.

Les abonnements ne sont pas rétroactifs et commencent à la date du règlement.

Achat d'un seul numéro - même adresse que ci-dessus. (sous réserve de disponibilité)

- FRANCE = 70 F
- AUTRES PAYS = 80 F

Tél. : (1) 354.19.21 pte 92 mardi et vendredi de 10 h à 12 h.

En cas de changement d'adresse, nous invitons nos abonnés à bien vouloir communiquer à l'adresse ci-dessus la dernière bande accompagnée de la somme de 4,00 F en timbres-poste.